

FAIF: on est loin de la durabilité

Le Parlement pose actuellement d'importants jalons pour développer le rail : le Conseil national comme le Conseil des États s'enthousiasment pour le projet de financement et d'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF). Aux yeux de l'économie, les milieux politiques actionnent pourtant le mauvais aiguillage au niveau financier. La durabilité n'est pas au rendez-vous.

La Suisse est la championne du monde des infrastructures. Selon le rapport 2013 du Forum économique mondial sur la compétitivité, notre pays dispose des meilleures infrastructures et du meilleur réseau ferroviaire. Le projet FAIF devait consolider sur la durée cet atout important pour l'économie. Le Parlement, qui souhaite développer le rail, a porté le crédit initial de 3,5 milliards de francs à 6,4 milliards, mais semble ignorer à nouveau l'appel des milieux économiques en faveur d'une participation accrue des usagers au financement du trafic ferroviaire. À l'heure actuelle, seule la route couvre ses charges et respecte le principe de causalité. Du côté du rail, l'État continue de subventionner chaque trajet à hauteur de 50 %. Des trains surchargés et des gares surpeuplées indiquent qu'il serait temps de mettre en place un dispositif de fixation des prix honnête et respectant le principe de causalité. La vérité des coûts favorise en effet une gestion plus avisée de la mobilité, ce qui est urgent notamment compte tenu de l'immigration et du mitage progressif du territoire.

En un mot, le rail a besoin d'un financement durable et économiquement correct. Pourtant, avec la première phase de travaux acceptée, les milieux politiques risquent au contraire de reproduire les erreurs commises par le passé et de négliger la prise en compte des futurs coûts d'exploitation et d'entretien. Le simple rattrapage du retard d'entretien du réseau nécessite d'investir 1,8 milliard de francs. La solution la plus durable serait un financement par les usagers, qui respecte le principe de causalité, au lieu d'une multiplication sans fin des subventions étatiques. C'est le seul moyen de défendre notre titre de champion du monde.